

Paris, 10 juin,

Communiqué de presse du SGPEN-AC-CGT

Le 9 juin 2009, une table ronde a été organisée à l'initiative du syndicat CGT de l'administration centrale du Ministère de l'Education nationale, à l'amphi Mourain du ministère, « à propos de l'évaluation des élèves du primaire (CM2 et CE1) et de ses conséquences ».

Une assistance nombreuse a écouté avec intérêt les analyses et témoignages des différents acteurs apportant chacun un éclairage particulier lié à sa situation : Luc Briatte et Ana Macedo, professeurs des écoles, Guy Vermée, inspecteur de l'Education nationale, Jean-Claude Emin, ancien responsable de l'évaluation au ministère (DEPP), et Julie Herviant de l'INSEE. La table ronde était animée par François Jarraud, du Café pédagogique.

Les intervenants ont mis en évidence l'in vraisemblable confusion qui caractérise l'installation, imposée à la hâte par le ministère, de ce nouveau dispositif d'évaluation :

- confusion sur les objectifs de l'évaluation, qui prétend mesurer à la fois les performances des élèves, des enseignants, des établissements et du système éducatif tout entier, sans pouvoir atteindre aucun de ces buts ;
- confusion sur la méthode : un amateurisme stupéfiant marque ce protocole, élaboré sans l'aide des experts en la matière (il aurait sans doute fallu associer ceux de la DEPP¹) ;
- les conditions fantaisistes dans lesquelles les résultats ont été collectés et traités jettent le discrédit sur cette évaluation, qui rompt avec les pratiques rigoureuses jusqu'alors mises en œuvre.

Si les méthodes et les objectifs du dispositif sont embrouillés, sa signification est quant à elle parfaitement claire, et la table ronde a contribué à la mettre en lumière. C'est une nouvelle approche de la pédagogie et du pilotage du système éducatif qui se met en place. L'obsession du classement (élèves, enseignants, écoles) bloque les pratiques pédagogiques et le travail en équipe. L'abus d'évaluation empiète sur le temps d'enseignement, au détriment de la transmission et de l'appropriation des savoirs.

D'autres dimensions du problème sont apparues : le passage de l'évaluation d'une direction scientifique (la DEPP) à une direction pédagogique et politique (la DGESCO², qui devient ainsi juge et partie) s'est accompagné de pressions sans précédent sur les enseignants (carotte d'une prime de 400 € pour ceux qui feraient passer l'évaluation, retenues sur salaire pour les autres ainsi que des menaces sur la carrière), sur les corps d'inspection, incités, menaces à l'appui, à dénoncer les enseignants récalcitrants et à faire remonter les résultats coûte que coûte, y compris au détriment de leur qualité. Le nouveau dispositif d'évaluation confié à la DGESCO poursuit-il d'abord un objectif médiatico-politique : permettre au président Sarkozy d'annoncer en 2012 qu'il a divisé par trois le nombre des élèves en difficulté, comme promis à Périgueux dès février 2008 ?

Cette utilisation inédite de l'évaluation comme mesure politique fait partie d'une dérive manifeste qui consiste pour le gouvernement à utiliser les outils de diagnostic (enquêtes, statistiques, évaluation) comme des instruments de communication. Les statisticiens, défendant à juste titre leur indépendance professionnelle et leur mission – fournir à la société et au débat public des éléments rigoureux et transparents de connaissance -, voient aujourd'hui leurs services muselés. C'est le cas à la DEPP : les études sont arrêtées, les publications bloquées, comme est supprimée désormais sa mission d'évaluation des élèves du primaire.

La réunion du 9 juin a ainsi rempli son objectif : non seulement exprimer aux enseignants en lutte la solidarité du personnel du ministère, mais aussi faire le lien entre les contre-réformes qui frappent le système éducatif et l'abandon des missions de l'administration centrale.

La CGT se félicite qu'un débat de cette qualité ait pu être organisé au sein même du ministère et y rencontrer un tel écho.

SGPEN-CGT, 110, rue de Grenelle, Paris 7^e, syndicat.sgpenac-cgt@education.gouv.fr 01 55 55 31 38

¹ Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.

² Direction générale de l'enseignement scolaire.